

familles pauvres qui souffrent le plus d'un tel régime, s'unissent pour renverser l'institution à laquelle ils doivent leur misère.

L'issue de la lutte engagée n'est pas douteuse.

Ce sera le triomphe des individus et l'instauration d'un régime d'anarchie familiale qui abolira les classes ennemies et assurera à chacun l'égalité absolue des droits et des devoirs par la suppression des privilèges de la naissance.

Ce régime sera l'inverse du régime patriarcal.

Enfin, l'évolution devra se poursuivre jusqu'au bout et ramener l'humanité au communisme en supprimant la propriété individuelle.

Le communisme sera donc le terme de la réaction engagée contre l'égoïsme et formera le régime symétrique du clan.

Seulement, le communisme primitif était purement animal et irréflecti. Il consistait dans l'obéissance passive aux lois de la nature d'êtres inférieurs, à l'intelligence bornée. Il n'unissait qu'un nombre restreint d'individus à l'intérieur de clans isolés les uns des autres.

Le communisme vers lequel nous marchons sera basé sur la science. Il réglera les rapports de l'humanité tout entière. Il permettra à l'Homme d'atteindre son complet épanouissement physique et moral grâce à la solidarité et à l'amour universels.

Par de nombreux siècles de tyrannie, de misère et de luttes fratricides, l'humanité aura acquis la connaissance.

Telles sont les grandes lignes de l'évolution sociale.

On voit que celle-ci peut se ramener, en définitive, à l'évolution de la propriété.

Selon le régime de propriété en vigueur, le mariage, la famille, l'esclavage, la justice, etc... (qui ne sont que des variétés de la propriété) et même la morale, dont le rôle est de consacrer les institutions légales du moment, en un mot, presque toutes les branches de l'activité humaine, revêtent un aspect différent.

L'évolution sociale n'est donc que le résultat des luttes engagées, depuis la dissolution du clan communiste, entre les forts et les faibles, les riches et les pauvres, pour la possession du domaine matériel.

C'est cette idée que Engels a si lumineusement exposée dans sa préface du Manifeste du Parti communiste :

« La production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque, et, par suite (depuis la dissolution de la primitive propriété commune du sol), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre les classes exploitées et les classes exploitantes, entre les classes dominées et les classes dominantes, aux différents stades de leur développement historique; et cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime sans libérer en même temps, et pour toujours, toute la société de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes. » (1)



Au point de vue particulier de la famille, je voudrais, maintenant, montrer l'influence que l'argent a joué dans les transformations successives de cette institution.

Au début, la famille pourvoyait seule à ses propres besoins. Par le travail de ses membres et de ses esclaves

(1) Manifeste du Parti Communiste.

ou par les corvées de ses serfs, elle se suffisait à elle-même (2).

L'échange n'intervenait que de façon tout à fait accidentelle.

Les premiers échanges semblent s'être faits sous forme de cadeaux réciproques (3).

Peu à peu, les difficultés du troc amenèrent les hommes à choisir une marchandise spéciale destinée à figurer dans chaque échange. Cette marchandise, ils la choisirent parmi celles qui leur étaient familières. C'est ainsi que dans les sociétés patriarcales, il semble que ce soit le bétail qui ait joué ce rôle.

Puis, l'usage s'établit d'employer, uniquement, dans ce but, les métaux précieux : l'or, l'argent, le cuivre.

Ces métaux représentèrent, alors, l'équivalent de marchandises et plus on en possédait, plus on était « riche ».

Ainsi, à la force musculaire qui, à l'origine, assurait seule la suprématie des individus, se substitua l'argent.

Les plus puissants ne furent plus, désormais, les plus forts, mais les plus riches.

Or, donner, à la femme, la possibilité de posséder de l'argent, c'était lui donner une force artificielle l'égalant presque à l'homme. Une femme riche, possédant une dot importante, ne ressemblait en rien à l'ancienne esclave que l'on prenait pour faire des enfants. Le mariage, contracté dans ces conditions, devenait une véritable association.

L'homme et la femme composant cette association devaient donc avoir des droits égaux.

Sans doute, cette idée de l'égalité des sexes ne s'est fait jour que très lentement, puisqu'elle n'est pas encore universellement admise aujourd'hui. Mais elle a pour origine la constitution de la dot.

D'autre part, et toujours sous l'influence de l'argent, le mariage devait tendre, de plus en plus, vers la monogamie. Cela était indispensable pour régler la succession et la répartition des biens. Il n'y a, en effet, que sous le régime monogamique que la parenté des enfants se trouve la même aussi bien dans la ligne paternelle que dans la ligne maternelle (4). Il ne faut donc pas chercher à la monogamie d'autre origine.

Il est vrai que des philosophes « très éminents » ont démontré, dans de savants ouvrages, que ce régime est le seul qui convienne à des nations « civilisées », parce qu'il est le seul « moral ».

Mais la preuve que la morale n'est pour rien dans l'institution de la monogamie, c'est que dans les sociétés où elle a d'abord été instaurée, elle se combinait, généralement, avec le concubinage légal. Un homme n'avait droit qu'à une seule femme légitime, chargée de perpétuer la race et d'assurer la continuité de la famille. Il pouvait, cependant, lui adjoindre des concubines, épouses inférieures destinées à satisfaire ses besoins naturels de polygamie.

Les enfants de la femme légitime, enfants du devoir, pouvaient seuls prétendre à la succession. Les enfants des concubines, enfants du plaisir, n'avaient aucun droit sur les biens.

On ne trouvait donc pas « immoral » qu'un homme eût des relations charnelles avec plusieurs femmes en même temps. On lui interdisait, seulement, de mêler les questions d'intérêt et les questions passionnelles.

Ces quelques explications étaient nécessaires pour comprendre la suite de cette étude.

(2) V. Karl Bücher. Etudes d'histoire économique.  
(3) V. Herbert Spencer. Principes de sociologie, 4<sup>e</sup> partie.  
(4) V. Herbert Spencer. Sociologie, tome II, p. 301.

## Les Banquiers reconstruiront-ils l'Europe Centrale ?

Par Marcel FOURRIER

### Les nécessités de renflouer l'Allemagne.

Le problème des réparations vient d'entrer dans une nouvelle phase. Pour la première fois depuis la paix de Versailles, les gouvernements — agissant en sous-main par la Commission des réparations — ont eu recours à la finance internationale, pour étudier les modalités d'un emprunt extérieur de l'Allemagne.

Bien que ce comité des banquiers n'ait pu aboutir à aucune solution, par suite de l'intransigeance de la France, il n'en reste pas moins certain que le rapport très net qu'il a remis à la Commission des réparations après la clôture de ses travaux, marque un grand pas vers les solutions préconisées par Maynard Keynes, et que nous avons examinées ici-même : la révision de l'acte de Versailles, la remise des dettes interalliées, et une série de grands emprunts internationaux, dont le premier serait consenti à l'Allemagne.

Si buté que soit M. Poincaré, dans une politique étroitement nationaliste, il lui est impossible de ne pas tenir compte de la volonté exprimée par les représentants qualifiés de l'oligarchie financière, dont il a toujours été le loyal serviteur.

Aujourd'hui, les deux grandes puissances économiques du monde, s'inquiètent de la situation de l'Allemagne, et cherchent dans leur propre intérêt bien entendu, à en refaire une nation commerçante. En effet, l'Angleterre et les Etats-Unis souffrent d'une crise de surproduction dont elles ne peuvent sortir qu'en redonnant aux pays de l'Europe centrale une puissance d'achat qu'ils ont perdue avec l'effondrement de leurs changes. Il y a là un groupe de quatre à cinq cents millions d'individus qui ne peuvent plus rien consommer de la production étrangère. Il s'agit donc, par une vaste opération de crédit, de remettre ces différents pays dans une situation financière plus prospère qui leur permette de reprendre leur place sur le marché économique mondial.

Or, de toute évidence, le pivot de toute la question est l'Allemagne.

De la situation de l'Allemagne dépend non seulement toute la situation de l'Europe centrale, mais encore celle de tous les Etats de l'Est (Pologne, Tchéco-Slovaquie et des Balkans). Enfin, pour la reconstruction industrielle de la Russie, on ne peut pas se passer d'elle.

En résumé, du relèvement de l'Allemagne dépend momentanément la reprise des affaires dans le monde entier.

### L'opposition de la France

Or, le seul adversaire du renflouement de l'Allemagne, c'est la France.

Celle-ci, grâce à sa population relativement faible, mi-paysanne, mi-ouvrière, et de ses petites ambitions industrielles et commerciales, est un des pays où la misère mondiale est le moins ressentie. Mais sa grande faiblesse provient du désordre de ses finances publiques, mal gérées pendant la guerre, et de sa néfaste politique d'emprunts pratiquée depuis 1921 sous forme d'émission de bons du Trésor.

Actuellement la France voit son budget depuis 1919, en déficit annuel de quelques milliards, qui doublent automatiquement chaque année. (Nous en sommes pour 1922 à plus de 7 milliards). Et il est bien évident que jamais aucune imposition directe ou indirecte ne réussira à combler un tel déficit. Aussi fait-on patienter l'opinion publique depuis trois ans avec l'inévitable formule « l'Allemagne paiera ».

### La commission des réparations fait appel aux banquiers

Or, il est un fait que la finance internationale a observé avec une certaine inquiétude : c'est qu'à chaque nouveau versement opéré entre les mains de la Commission des réparations par l'Allemagne, cette dernière se ruine chaque fois un peu plus. En effet, la majeure partie des devises étrangères exigées par la France ne pouvaient être achetées par l'Allemagne qu'en émettant pour les payer des marks-papier. A chaque nouvelle émission, la devise allemande subissait sur les marchés extérieurs une nouvelle dépréciation : le mark tendait vers zéro.

C'est pourquoi la finance internationale se décidait-elle à intervenir.

Le 4 avril dernier, la Commission des réparations subissant évidemment — comme toujours — une influence extérieure prenait la résolution suivante :

« Un comité d'experts sera chargé de faire une étude et un rapport à la commission sur les conditions dans lesquelles le gouvernement allemand pourrait, en « l'état de ses obligations, telles qu'elles sont définies « par le traité de Versailles et en particulier par l'état « des paiements du 5 mai 1921, contracter des emprunts « à l'étranger, dont le produit serait appliqué au rachat partiel du capital de la dette des réparations. »

Or, quelques jours avant, le 21 mars, M. Dubois avait envoyé au gouvernement allemand, les trois fameuses conditions au maintien du moratorium de Cannes :

1° Création d'un impôt intérieur de 60 milliards marks-papier ;

2° Paiement des annuités en devises étrangères autrement que par un emprunt extérieur ;

3° Etablissement d'un contrôle fiscal rigoureux.

Il apparaît donc qu'en 14 jours seulement, un revirement considérable se soit produit au sein de la Commission des réparations, puisqu'elle décidait de confier à un comité d'experts, l'étude du paiement de l'Allemagne, au moyen d'un emprunt extérieur.

### Les banques et l'échéance du 31 mai

Dès lors, les notes entre le gouvernement allemand et la Commission des réparations se déroulèrent selon un plan qui nous apparaît maintenant comme ayant été soigneusement établi, avec la complicité de la France ou en dehors d'elle, ce que je serai plutôt tenté de croire.

Le 7 avril, le chancelier Wirth se déclare dans l'impossibilité absolue d'accepter les conditions de la Commission des réparations.

Le 13 avril, la Commission des réparations maintient